

ORGON, le 22 mai 2018

Monsieur le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône Direction de la Sécurité – Polices administratives et Réglementation Bureau des polices administratives en matière de sécurité

Par courrier en date du 17 mai dernier, vous m'avez fait part de votre souhait de recevoir un rapport circonstancié sur l'impact de l'emploi de caméras individuelles par nos agents de police municipale sur le déroulement de leurs interventions et je vous en remercie.

En effet, il nous paraît évident que ces équipements sont d'un grand intérêt à la lecture du rapport que j'ai l'honneur de vous remettre, sécurisant nos agents ainsi que nos administrés. J'ai bien noté l'absence de base légale de l'expérimentation menée à ce jour à partir du 03 juin prochain.

Par la présente, mes collègues et moi-même nous vous demandons la reconduction prochaine de ce dispositif.

Veuillez recevoir, Monsieur le Préfet de Police, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Le Secrétaire Général, Hervé MALLET.

RAPPORT CIRCONSTANCIE SUR L'IMPACT DE L'EMPLOI DES CAMERAS INDIVIDUELLES

« Depuis le 10 mai 2017, par arrêté préfectoral, nos agents de Police Municipale sont équipés de caméras individuelles.

Cette demande fut motivée par une augmentation des agressions verbales et des outrages dont étaient victimes nos agents.

Depuis cette autorisation, aucune procédure pour outrage, ou menace n'a été relevée par la police municipale.

De même aucune plainte à l'encontre de nos agents, mettant en cause un quelconque manquement au code de déontologie ou au comportement élémentaire que doit avoir un agent, n'a été portée à ma connaissance.

Je voudrais souligner l'aspect, non négligeable, de l'impact psychologique de cet équipement. Nous avons constaté un arrêt immédiat des situations tendues et pouvant dégénérer. Nos agents ont totalement intégré cet outil dans leur approche opérationnelle d'une intervention, considérant leur caméra comme une protection.

Je regrette vivement, que ce dispositif efficace et totalement adapté aux missions et interventions de police, soit remis en cause aujourd'hui ».

Le Chef de poste Patrick VIALLON Brigadier Chef Principal